

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1463 - 19 juillet 1996 - prix : 9 F

chômage, bas salaires et pauvreté

**ASSEZ DES RICHES
QUI EMPOCHENT
ET DES GOUVERNANTS
QUI LES SERVENT
IL DÉPEND DES TRAVAILLEURS
QUE LES CHOSES CHANGENT**



M 6189 - 1463 - 9,00 F



LYCÉES TECHNIQUES : DANGER !

Leur société

- 5 - Les Jeux Olympiques du capitalisme
- Le scandale de l'amiante
- 8 - Pas de vacances pour les « affaires »
- Les problèmes des «sans-papiers»

Tribune

- 4 - Russie : après les élections

Dans le monde

- 4 - Le voyage d'affaires de Mandela
- 6 - Irlande du Nord : émeutes
- 7 - Turquie : les islamistes au gouvernement

Dans les entreprises

- 9 - ELM Leblanc
- Hôpital Beaujon
- Alcatel Telspace Cherbourg

- 10 - Crédit Lyonnais

Lecture pour l'été

- 11 - Une sélection de livres pour l'été

Rencontres et débats

- 12 - Sur les routes de l'été avec les militants de Lutte Ouvrière



L'Observatoire national de la sécurité dans les établissements scolaires continue ses enquêtes et vient de faire le point sur le manque de sécurité dans les lycées techniques : 60 % des machines-outils ne sont pas conformes aux normes de sécurité et 30 % dans les secteurs de mécanique et de métallerie sont à mettre à la casse. Or ces machines sont à l'origine d'accidents, parfois graves, dont sont victimes les lycéens.

Théoriquement, tout devrait être mis en conformité au 1^{er} janvier 1997. Cela devrait coûter plus de deux

milliards de francs pour les établissements publics. Les collectivités locales qui ont la charge n'ont, pour le moment, engagé que 900 millions de francs. Cela s'ajoute au 1,8 milliard indispensable pour supprimer l'amiante, dont l'utilisation

dans les lycées et collèges a été dénoncée dans un précédent rapport du même Observatoire. Quant à la sécurité des locaux dans les écoles primaires et maternelles, elle est parfois défectueuse et elle va être l'objet

d'une prochaine enquête. Voilà de quoi utiliser l'argent des contribuables plus utilement qu'en subventionnant les patrons à fonds perdus.

Sylvie MARÉCHAL

Conseil de spécialiste

Avant l'intervention télévisée de Chirac, l'ancien secrétaire du Parti Socialiste, Henri Emmanuelli, a déclaré sur le ton d'un expert : « Dire "c'est dur, attendez, ça ira mieux demain, faites des efforts" (...) c'est un discours qui est maintenant usé (...) y compris par la gauche. Il a été usé par les septennats précédents, et je crois (...) que ce discours a atteint complètement ses limites. » Par ces aveux tardifs, Emmanuelli recommande donc à Chirac de trouver un autre boniment pour faire les poches du monde du travail, car celui-là est trop « usé » par le PS qui, en matière de men-songes aux travailleurs a, il est vrai, « atteint complètement les limites ».

Mais Chirac, sans doute faute de mieux, a dû négliger ce bon conseil car on en a encore eu droit à la même fable : faites encore un effort, etc.

En attendant de remettre le (même) couvert, le PS quant à lui, brasse du vent.

Stéphane CHICO

CAMPING TROIS ÉTOILES POUR LES OUVRIERS AGRICOLES

Dans le cadre d'une loi visant à la modernisation agricole, le gouvernement s'est penché sur les conditions de vie des travailleurs agricoles. Un arrêté vient de paraître au Journal Officiel, qui décrit dans leurs moindres détails, les règles à suivre quant à leur hébergement.

Il était temps... La dernière loi destinée à inspirer les préfets jusqu'alors chargés d'élaborer les conditions minimales de logement des ouvriers agricoles, datait de... 1929 ! Cette loi, qui en était encore à prescrire des mesures pour « supprimer le couchage des gardiens de

animaux dans les écuries ou les étables », avait effectivement besoin d'un sérieux coup de balai.

Désormais, chaque travailleur devrait bénéficier d'un lit individuel, non superposé et « d'un volume habitable d'au moins 11 mètres cubes » dans la pièce destinée au sommeil qui ne contiendra pas plus de six lits. Il aura tout de même peut-être à vivre sous la tente pendant la période du 1^{er} juin au 15 septembre, après autorisation de l'inspecteur du travail et dans les départements français réputés les moins froids. Mais ce sera presque un camping trois étoiles avec,

pour dix travailleurs, un point d'eau potable, un lavabo avec glace et tablette, des bacs séparés pour laver le linge et la vaisselle, une douche et enfin, un cabinet d'aisance... qui devra être « pourvu d'une brosse adaptée au maintien de sa propreté et de papier hygiénique... ».

Ce ne sont que des mots. Et l'on sait ce qu'ils valent, c'est-à-dire pas grand-chose. Il n'est que de voir ce qu'il en est des règlements dans les ateliers ou dans les foyers de travailleurs.

Mais ce texte montre où en est, à la veille du XXI^e siècle, un pays qui se flatte d'être moderne.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) -
membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs doivent détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75665 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75665 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chairoussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75665 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celui-ci dispose qu'il est autorisé à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
	1 an	6 mois	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : _____
 PRÉNOM : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL et VILLE : _____
 COMPLÉMENT D'ADRESSE : _____

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : _____

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : _____

Règlement :
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

14 juillet :

CHIRAC S'EST DÉFILÉ

■ C'est que pour se défilé, le président s'est vraiment défilé dans son discours du 14 juillet.

Si le budget de l'Etat est en déficit, ce n'est pas de sa faute, mais celle de ceux qui étaient là avant lui...

Si la consommation et la production ne repartent pas, c'est parce que les Français n'osent pas acheter...

S'il n'arrive pas à régler le problème du chômage ou celui du déficit de la Sécurité sociale, c'est parce que les Français sont rétifs au changement...

Si patronat et syndicats n'ont pas réglé le problème du temps de travail, c'est parce que tout le monde est frileux...

C'est à la fois une façon de dire qu'il n'est pour rien dans la situation et tenter de nous faire oublier tout ce dont il avait parlé lors de sa campagne. Plus question, aujourd'hui, de colmater la fracture sociale dont il parlait tant, il y a tout juste un peu plus d'un an.

Que ce soit pour les arsenaux, Moulinex ou la vache folle, sa réponse a été la même : « On n'a pas su agir avant ! ». Sans dire d'ailleurs ce qu'il aurait fallu faire alors, selon lui, et qu'il lui serait impossible de faire maintenant.

La seule chose un peu concrète qu'il ait dite, c'est qu'il n'hésitait pas à manger de la viande de bœuf en famille. Vu l'aspect spongieux de son discours, ça n'est pas rassurant... !

Il y a quand même une nouveauté : cette fois il ne promet rien pour l'avenir.

A part cela, il n'y a qu'un seul emploi qu'il ait garanti – en dehors du sien –, c'est celui de Juppé. Pour combien de temps ? On ne sait pas car dans le métier de Juppé, il n'y a pas de préavis (mais il y a maintien de la retraite, même pour une seule année d'exercice professionnel).

Aux députés de sa majorité, il a dit qu'ils n'avaient pas le choix. S'ils craignaient de ne pas être réélus, qu'ils s'en prennent à eux-mêmes. Eux aussi !

Lui était là pour un bon moment et, quant à eux, ils n'avaient le choix qu'entre prendre le risque de perdre leur place tout de suite – avec la dissolution – ou celui de ne la perdre que dans deux ans. Car quand on dit si fort « je ne veux pas dissoudre », cela revient à dire « je peux le faire... si vous me faites suer ».

Bien évidemment ce ne sont pas ces gens-là qu'il faut plaindre, après tout Chirac, ils se le sont choisis.

Mais pour le reste, oui, Chirac s'est défilé. A vrai dire il ne pouvait guère faire autrement car vis-à-vis de la population son bilan est désastreux.

Bien sûr, s'il avait dressé son bilan uniquement vis-à-vis des possédants et des financiers, il eût été beaucoup plus favorable. Mais en s'adressant à l'ensemble de l'électorat, il ne pou-

vait pas se permettre d'être aussi cynique. Alors il s'est contenté de dire : « C'est pas moi, c'est pas ma faute, etc., etc. ».

Ce qu'il faut cependant retenir de son discours, c'est qu'il s'est adressé à nous en disant : « Cela dépend de vous que les choses changent ».

Cela, c'est bien vrai ! Cela ne dépendra pas de lui ou, du moins, pas qu'elles changent en bien pour la population et les travailleurs.

Compter sur lui, personne ne le faisait parmi les travailleurs. Maintenant, il ne faut pas compter sur le fait qu'une majorité de gauche dirigée par les socialistes, qui reviendrait pour une nouvelle cohabitation en juin 1998, ferait mieux pour nous, que ce que fait Chirac ou ce qu'elle-même a fait pendant dix ans.

Oui, cela dépend de nous et nous seuls, le monde du travail, les chômeurs, la population laborieuse en général, que les choses changent.

Aujourd'hui, les Bastille de l'ancien régime n'existent plus, mais il reste d'autres Bastille, des oligarchies financières et industrielles qui réalisent des profits gigantesques pendant que le chômage, l'insécurité s'accroissent et que la misère augmente.

Oui, ces Bastille-là restent à prendre !

Et il n'y a que les travailleurs qui puissent entreprendre de les démolir.

Conséquences des restructurations de l'armée

MOINS D'EMPLOIS POUR LES CIVILS MAIS DES MILLIARDS POUR LES INDUSTRIELS

Pour donner une touche supplémentaire au bilan, que Chirac s'est bien gardé de faire dans son discours du 14 juillet, Millon, ministre de la Défense a rendu publics les détails du plan de restructuration de l'armée. Trente-huit régiments seront dissous, de nombreux transferts de sites devront avoir lieu, sans compter les suppressions d'emplois dans

les arsenaux, déjà connus. Plusieurs dizaines de villes seront touchées.

Ce n'est pas le fait que l'on réduise les effectifs de l'armée et du coup le nombre de jeunes qui perdaient presque une année de leur vie sous la tutelle de la hiérarchie militaire qu'il faut regretter. Même si le remplacement de l'armée de conscription par des corps professionnels n'est pas réjouissant. Car ces corps, qui existaient d'ailleurs au sein de l'armée de conscription, jouaient le sinistre rôle de gendarmes destinés à défendre les intérêts économiques de l'impérialisme français par-delà ses frontières. On les a vus à l'œuvre ces dernières années, en particulier en Afrique. Et ils continueront à jouer ce rôle.

Mais ce qui inquiète la population travailleuse des villes concernées, c'est que ces mesures vont se traduire par de nouvelles suppressions d'emplois, dans

des régions qui, sur ce plan, ont largement eu leur compte.

Oui, l'inquiétude qui se fait jour n'est pas tant due au fait de perdre « sa » caserne, « son » arsenal, que de voir de nouveaux emplois disparaître. C'est de voir la situation empirer pour les jeunes à la recherche d'un travail, donc d'un salaire.

Le monde du travail va être touché de plein fouet, une fois de plus, par ce plan. Mais pas seulement lui. Car les conséquences de ces mesures se répercuteront inévitablement sur d'autres catégories, celles dont les revenus sont directement liés aux achats des salariés.

Le gouvernement explique que son souci est de réaliser des économies. Mais en même temps – et cela contredit son discours – il annonce qu'il accordera des milliards de compensation, ce qui a dans l'immédiat pour but de rassurer sa

clientèle électorale. Mais ces milliards ne seront pas destinés à pallier les conséquences sociales de ces restructurations. Ils seront utilisés à la reconversion des officiers devenus surnuméraires dans des conditions autrement plus confortables que celles du commun des travailleurs lorsqu'ils sont chassés de leurs emplois. Ils serviront surtout à ce que les industriels qui profitaient des commandes de l'armée ne soient pas perdants. Les chômeurs seront plus nombreux sans que les contribuables soient moins sollicités.

Chacune des réformes du gouvernement se traduit par de nouveaux coups contre les travailleurs.

Il devient urgent que ceux-ci mettent collectivement Chirac, Juppé et sa clique au pas.

J-P.V.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

RUSSIE APRÈS LES ÉLECTIONS, LES AFFAIRES ET LA GUERRE CONTINUENT

Les urnes à peine rangées, Eltsine, victorieux des présidentielles avec 53,5% des suffrages exprimés au second tour contre 40,5% pour son rival Ziouganov, trouve le moyen, tout malade ou moribond qu'on le dise, de signifier clairement et cyniquement que les promesses d'une éventuelle paix en Tchétchénie ou d'une éventuelle amélioration du sort des plus pauvres ne valaient que pour la campagne électorale.

Les urnes à peine rangées, les attentats terroristes qui ont fait des blessés et un mort à Moscou sont l'occasion toute trouvée, si ce n'est provoquée, d'instaurer un climat de pogromes anti-caucasiens qui se double d'un quadrillage policier. Six mille personnes ont été raflées à Moscou. Aussi bien des gens originaires du Caucase que des vagabonds, des SDF et, pour faire bon poids, quelques petits mafiosi. Et surtout, la guerre contre les Tchétchènes a repris dans toute son horreur. C'est évidemment le plus spectaculaire et le plus odieux. Eltsine avait signé un « plan de paix » au début de juin avec les indépendantistes tchétchènes, prévoyant la levée des barrages militaires russes, la libération des camps et même un référendum sur l'indépendance. A peine engrangées les voix de ceux qui avaient cru à ses promesses, il reprend la guerre. La toute dernière offensive sur une petite ville du Sud-Ouest de Grozny, grossie de milliers de réfugiés de la capitale tchétchène, aurait fait des centaines de morts parmi les civils.

Tout aussi spectaculaire est la façon dont le général Lebed, le troisième homme du 1er tour, qui avait fait 15% des voix, a tourné casaque. Il s'était vanté dans sa campagne d'avoir fait la paix en Moldavie et d'être contre la guerre en Tchétchénie. Maintenant que le voilà promu chef d'un Conseil de Sécurité qui est un organisme purement consultatif chargé de préparer et veiller à l'application des décrets de Eltsine en matière de répression, il se fait le champion de la lutte contre le « terrorisme tchétchène ».

La sale guerre qui a déjà fait 30 000 morts va donc continuer. La Tchétchénie est une toute petite république. Elle sent le pétrole. Sa sécession pourrait avoir valeur

d'exemple. Et Eltsine n'est plus celui qui, en 1991, avait choisi d'asseoir son pouvoir, contre Gorbatchev, grâce à une certaine démagogie en direction d'apparatchiks indépendantistes.

Dans sa campagne, Eltsine, pour ne pas être en reste sur Ziouganov, avait aussi évoqué la dureté des conditions de vie des travailleurs confrontés aux privatisations, aux licenciements et à l'inflation. Il avait assuré que les salaires en retard seraient payés. Il n'en est plus question maintenant. Il avait même fait les gros yeux à la mafia. Mais la prétendue chasse à la « criminalité organisée » ne va aboutir comme à chaque fois qu'à jeter en prison quelques petits poissons, et ne fera que détourner l'attention des vrais responsables de la dégradation du niveau de vie de millions de travailleurs.

Que ce soient les mafias – déjà prospères sous Brejnev ou même sous Staline –, que ce soient les anciens nomenklaturistes qui ont mis la main sur les biens de l'État, ou que ce soient les « nouveaux riches », ou les trois incarnés par les mêmes personnages, c'est de toute façon la bourgeoisie qui prospère sur cette économie de marché qui, même boiteuse, n'en est pas moins capitaliste, et que la contre-révolution politique et sociale entamée il y a 10 ans sous Gorbatchev a restaurée en même temps qu'elle a fait éclater l'URSS.

Après les élections comme avant, cette bourgeoisie continue à être défendue au gouvernement par Eltsine et Tchernomyrdine. Comme elle l'aurait été par Lebed ou Ziouganov, si c'était l'un ou l'autre qui avait gagné les élections ou si un gouvernement de coalition avait été formé comme l'hypothèse en a été envisagée.

Les politiciens russes peuvent mener telle politique ou telle autre, vouloir la paix en Tchétchénie ou la guerre, introduire davantage de privatisations ou des renationalisations. Mais par-delà leurs différences ou leurs retournements de politiques, ils défendent tous les mêmes transformations introduites depuis plusieurs années : le retour à la propriété privée des moyens de production.

Michelle VERDIER

Dans le monde

La venue de Mandela en France



UN VOYAGE D'AFFAIRES

Nelson Mandela, le président sud-africain, a fait un séjour de quatre jours en France. Il a même assisté au défilé du 14 juillet dont il était l'invité d'honneur. Il s'est félicité, comme il se doit, d'avoir été reçu « au pays de Rousseau, de Voltaire, et de Montesquieu, au pays des principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité », dont chacun sait que Chirac, Debré, Tiberi, les préfets, la police sont les disciples : il n'y a qu'à demander aux immigrés, à commencer par ceux qui ont la peau noire comme Mandela.

Mais les préoccupations de Mandela concernent essentiellement les « dossiers économiques ».

Mandela est à la recherche d'investisseurs et d'aides de toute sorte. Comme il l'a déclaré lors de sa récente visite en Allemagne, il voudrait une sorte de « plan Marshall » en faveur de l'Afrique du Sud.

Pour l'instant, il devrait avoir obtenu un accord de crédit à long terme de 150 millions de francs entre la Caisse française de développement (CFD) et la Banque de développement d'Afrique australe (DBSA). Par ailleurs, des grandes sociétés françaises seraient bien placées pour obtenir de participer à la privatisation partielle d'entreprises publiques dans le domaine de l'électricité, de l'eau ou du téléphone et pour obtenir de gros marchés dans ces secteurs. Il s'agirait d'Airbus, de France Télécom, de Bouygues et d'Alcatel qui comptent parmi les cinq groupes étrangers présélectionnés pour un contrat d'un million de lignes téléphoniques. La France n'est qu'au quatrième rang des investisseurs loin derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Mais les entreprises fran-

çaises existent quand même en Afrique du Sud, comme le groupe Danone qui a pris en février un tiers du capital du numéro Un sud-africain de produits laitiers pour un montant de 500 millions de francs, de quoi se froter les mains pour son PDG, Antoine Riboud.

Le régime sud-africain, depuis 1994, depuis la fin de l'apartheid, cherche à dégager de nouvelles sources d'investissements pour son économie et à augmenter son intégration au marché mondial. Il n'a pas, pas plus que d'autres évidemment, pour priorité de supprimer le chômage, la pauvreté, les inégalités. Et pourtant l'Afrique du Sud, avec ses 5 millions de chômeurs, a atteint un taux de chômage de 33% en 1995. L'arrivée de Mandela au pouvoir ne s'est pas traduite, pour les classes pauvres, par l'atténuation de leur misère. Et ce redressement économique, que les accords avec la France sont censés aider, aboutira avant tout à permettre à la grande bourgeoisie, encore essentiellement blanche, et à la petite bourgeoisie noire, avide d'avoir des miettes du gâteau, de réaliser quelques profits. Mais surtout du côté du gouvernement français, il s'agit de trouver de nouvelles sources de profits pour les capitalistes français.

Et les prêts, les aides, et les garanties que le gouvernement français consentirait à l'Afrique du Sud, l'argent ainsi distribué, serviraient essentiellement à ce qu'Alcatel, Bouygues et les autres affrontent la concurrence de leurs rivaux européens ou américains.

Ces « prêts » à l'Afrique du Sud sont avant tout des dons aux industriels français.

Aline RETESSE

Centenaire des Jeux Olympiques

LE CAPITALISME, UN DRÔLE DE JEU

Ce vendredi 19 juillet s'ouvrent à Atlanta (États-Unis) les 23^e Jeux Olympiques modernes, qui sont aussi ceux du centenaire, puisque leur renaissance date de 1896.

Ce qui était censé représenter, si on s'en tient aux déclarations de son concepteur le baron Pierre de Coubertin, une grande fête sportive de la jeunesse du monde (mais qui ne le fut jamais) est devenu depuis longtemps un énorme spectacle pour distraire le peuple, moins dans la tradition grecque que dans la tradition romaine : « Donnez-leur du pain et des jeux ! ». Les JO ont été marqués par bien des dérapages exaltant le nationalisme et le chauvinisme, mais aussi par quelques pieds de nez aux puissants, comme les victoires du coureur noir Jesse Owens qui firent quitter le stade à Adolf Hitler aux Olympiades de Berlin en 1936, ou les coureurs noirs qui levèrent le poing en solidarité avec le mouvement noir en 1968, à Mexico.

Car la fête sportive a laissé depuis longtemps la place à l'argent. Les Jeux Olympiques, comme le sport en général, sont devenus une gigantesque affaire de fric. Et sur ce plan, les hommes d'affaires battent tous les records.

Les Jeux sont largement diffusés grâce à l'extension de la télévision qui permet de retransmettre les compétitions sur toute la planète. Les meilleures épreuves sportives sont du

coup programmées en fonction des heures de plus grande écoute. Des sommes d'argent considérables sont donc en jeu. Et à la question « combien vaut une médaille d'or ? », on peut répondre qu'elle vaut le nombre de paires de chaussures que Nike, Reebok ou Adidas espèrent vendre sur le nom des vainqueurs.

Pour le choix d'Atlanta comme ville organisatrice des Jeux du centenaire, les organisateurs du Comité Olympique International (CIO) ont tout simplement cédé aux sollicitations, certainement pas gratuites, de l'un de leurs plus vieux sponsors...

Coca-Cola, dont le siège social est situé à Atlanta et qui a associé sa marque aux JO depuis 1928. Cette firme va dépenser au total l'équivalent de 2,5 milliards de francs en marketing, ce qui représente plus de 15% de ses bénéfices de l'an dernier.

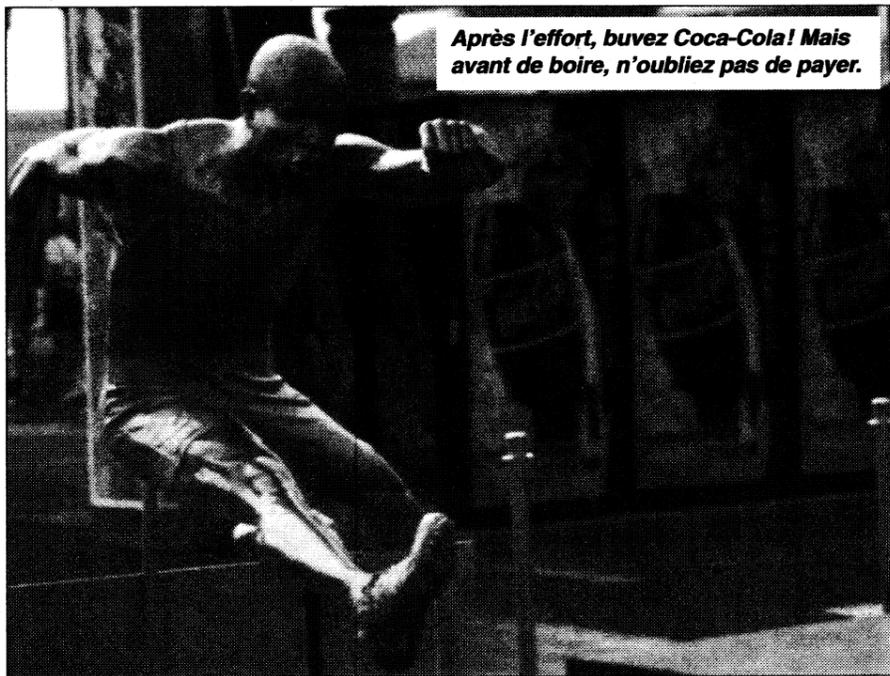
Le budget prévisionnel consacré à l'organisation des Jeux d'Atlanta se monte pour le moment à près de 9 milliards de francs, pour un événement qui durera trois semaines. C'est déjà près de cinq fois plus que ce qui avait été dépensé lors des JO de Los Angeles, il y a douze ans. Et ce ne sont que des prévisions ! C'est l'équi-

valent du produit national brut annuel d'un pays pauvre comme Haïti, où la grande majorité de ses sept millions d'habitants ont bien du mal à vivre.

Autre record financier battu, les droits de retransmissions télévisées : avec 4,5 milliards de francs, c'est près de deux fois plus qu'à Barcelone il y a quatre ans. Les dix mille et quelques athlètes qui vont participer aux compétitions sont en fait les figurants d'une immense opération commerciale dont les vrais acteurs sont une poignée de financiers et d'hommes d'affaires.

On pourrait imaginer qu'avec de telles sommes d'argent ainsi brassées, il y aura toujours quelques miettes qui retombent pour la population la plus déshéritée. Ce n'est même pas le cas. Pour construire les sites olympiques, les organisateurs ont fait raser toute une partie de Techwood, un des plus anciens quartiers HLM des États-Unis, où était concentrée une population pauvre, noire pour l'essentiel. Et les habitants ont été transférés dans une nouvelle cité éloignée du centre-ville et aux loyers plus élevés. Quant aux plus pauvres, ils ont été tant bien que mal installés dans des abris provisoires destinés à ceux qui ne pouvaient pas payer les nouveaux loyers. Quand ils ne sont pas devenus tout simplement des SDF...

Henri MARNIER



Après l'effort, buvez Coca-Cola! Mais avant de boire, n'oubliez pas de payer.

L'amiante à Jussieu

Chirac « a tranché sans une hésitation » nous dit la presse qui fait écho à sa décision, annoncée soudainement, de fermer la faculté de Jussieu d'ici un an.

Il existe 220 000 m² de surface amiantée sur le campus de Jussieu. A lui seul, ce site, où était dénoncé il y a déjà vingt-cinq ans le caractère cancérigène de l'amiante, est un symbole. Chirac essaye d'exploiter cette affaire en se donnant l'allure d'un homme de décision. Faute de mieux !

Car, jusqu'à présent, les pouvoirs publics, pas plus les gouvernements que l'ex-maire de Paris, n'ont jamais tenu le moindre compte des multiples avertissements et

mises en garde de tous ceux qui avaient pu se mobiliser contre l'amiante en général et à l'université de Jussieu en particulier. Complices au contraire des industriels de l'amiante depuis des dizaines d'années, les pouvoirs publics avaient laissé faire et participé à la loi du silence.

Mais, parce que « l'affaire de l'amiante » fait scandale, le président de la République annonce au débotté la fermeture de la faculté d'ici un an et l'évacuation rapide des 40 000 étudiants et des 10 000 chercheurs et employés qui s'y trouvent, cela à quelques semaines de la prochaine rentrée. A l'immobilisme succède la précipitation... verbale, dont on sait qu'elle n'engage pas toujours le futur.

Chirac aurait joué sur les

CHIRAC A MANGÉ DE LA VACHE FOLLE

notions d'année légale et d'année scolaire, ce qui laisserait, dit-on, un petit délai supplémentaire. Ceux qui, depuis longtemps, dénonçaient la présence de l'amiante dans ce site et ses dangers, avaient proposé un plan de déflocage du revêtement qui permettait de maintenir ouverte la faculté de Jussieu. Dans l'opération envisagée par Chirac, la faculté de Jussieu serait fermée. Elle pourrait même ne pas rouvrir.

Car, quoi qu'il prétende, la santé des occupants n'est pas le principal souci de l'Elysée. Faisant d'une pierre deux coups, il en profiterait pour offrir aux promoteurs un joli cadeau de plus de treize hectares, bien situés entre le Quartier Latin et le front de Seine. Sans compter qu'il s'y

ajouterait le chantier que va représenter la construction d'une nouvelle université, dont on ne voit par ailleurs pas très bien aujourd'hui où elle pourrait se construire. Mais faisons confiance - façon de parler - à Bouygues et à ses techniciens pour trouver... Enfin, autre avantage en prime, cela ferait disparaître du cœur de la capitale une forte concentration d'étudiants, c'est-à-dire un foyer de contestation de la jeunesse.

Ceci dit, pas plus que dans le passé, face au danger de l'amiante, il n'a été tenu compte de l'opinion des 50 000 occupants de Jussieu, qui sont tout de même concernés au premier chef. La décision aurait été prise par trois personnes : Chirac, Juppé et un conseiller.

Et vive la concertation !

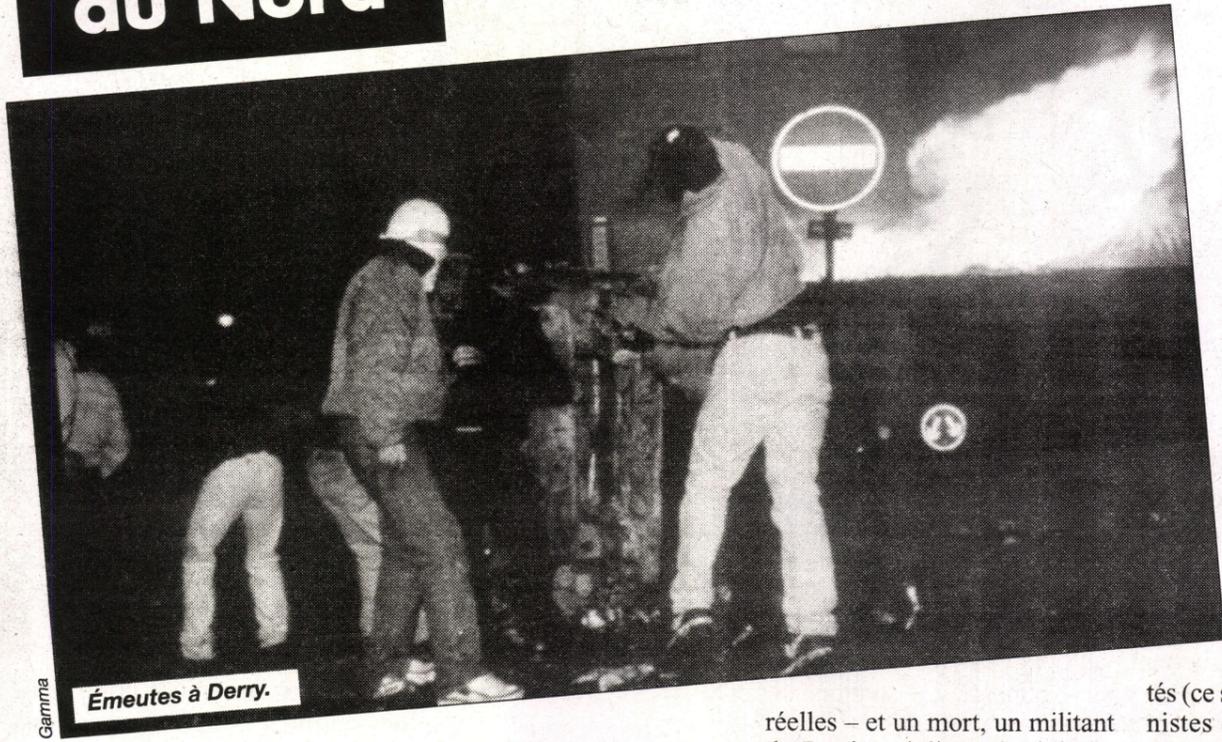
Que deviendront étudiants, enseignants et chercheurs ? C'est là une question subalterne que Chirac a déjà refilée telle une patate chaude à son ministre Bayrou. Celui-ci remarque d'ailleurs que « le déménagement de l'équivalent d'une ville moyenne de 50 000 habitants impose des contraintes immobilières ». On ne lui fait pas dire.

Chirac parle plus vite que son ombre... Peut-être se dédiera-t-il une fois de plus à la rentrée. Surtout si les usagers de Jussieu s'occupent sérieusement du « déflocage » de ces gouvernants qui ne prévoient rien, sauf de bonnes affaires pour les affairistes.

Jacques FONTENOY

**Irlande
du Nord**

**UNE SEMAINE D'ÉMEUTES
DANS LES
QUARTIERS
PAUVRES**



Gamma

Émeutes à Derry.

L'Irlande du Nord a connu au cours de ces derniers jours une vague d'émeutes d'une ampleur qu'on n'avait pas vue depuis plus de vingt ans. Pendant près d'une semaine les quartiers pauvres protestants, puis catholiques, des principales villes de la province ont été le théâtre de violents affrontements entre des milliers de manifestants et la police provinciale, renforcée de plusieurs milliers de supplétifs. Ces affrontements semblent avoir régressé, mais il suffirait de fort peu de chose pour remettre le feu aux poudres.

Ces émeutes ont été la réaction spontanée des quartiers pauvres, et surtout des jeunes, face à une série de provocations orchestrées par les partis unionistes (partisans du maintien du statu quo en Irlande du Nord) avec l'assentiment tacite, sinon la collaboration active, de la police et des autorités militaires britanniques.

**UNE PROVOCATION
SOIGNEUSEMENT
ORCHESTRÉE**

Car le fait de prétendre marcher en force dans les quartiers catholiques, sous prétexte des défilés traditionnels de l'été, était une provocation de la part des dirigeants unionistes protestants de l'Ordre d'Orange. Provocation également que les actions de commandos, soi-disant destinées à protester contre le refus de la police de laisser passer les défilés orangistes, au cours desquelles des aéroports, des ports, des villes entières, se sont trouvés coupés du reste du monde par les barrages routiers mis en place par ces commandos ; tandis qu'ailleurs ceux-ci se livraient à des actions terroristes contre des familles catholiques dont le seul tort était d'avoir emménagé récemment dans un quartier protestant, parce qu'elles croyaient au « processus de paix » lancé par le gouvernement anglais de John Major.

Provocation aussi que l'attitude de la police et de l'armée

anglaise, faisant mine de barrer la route aux bigots protestants, tout en les laissant se rassembler en force dans la petite ville de Portadown ; puis investissant brutalement les quartiers ouvriers protestants, déclenchant les émeutes, mais montrant une lenteur suspecte quand il s'agissait d'intervenir contre les commandos unionistes.

Et lorsque la police a fini par autoriser les défilés orangistes à pénétrer dans les quartiers catholiques sous la protection de ses blindés, réservant ses balles et ses coups de matraques aux habitants de ces quartiers et à eux seuls, faut-il s'étonner que les rues des ghettos catholiques se soient couvertes de barricades et que les postes de police y aient été attaqués par des foules de jeunes en colère ?

**UNE SITUATION
LOURDE
DE DANGERS**

C'est à coup de cocktails Molotov, de « bombes à peinture », de pierres et de tessons de bouteilles que les jeunes – protestants comme catholiques – se sont battus avec la police pendant près d'une semaine. Des centaines de véhicules, transformés en barricades avant d'être incendiés, ont été détruits dans les combats de rue. On compte officiellement près de cinq cents blessés – dont un grand nombre par balles, en caoutchouc ou

réelles – et un mort, un militant du Parti socialiste républicain irlandais, écrasé par un blindé de la police à Derry.

Sans doute le fait le plus marquant de ces émeutes aura été leur similitude au sein des deux communautés. Car, contrairement aux rumeurs qu'a fait circuler la presse, ces émeutes ont été moins marquées par les vieilles haines ancestrales que les politiciens unionistes cherchaient à exacerber, que par la haine de la police, de l'ordre établi et de la richesse insolente qui s'étale, alors que dans les quartiers pauvres le taux de chômage dépasse souvent les 50 %. Dans les ghettos catholiques comme protestants, il ne reste par exemple plus un seul magasin de vente de voitures : ces véhicules flambant neufs qu'ils ne pourront jamais se payer ont été les

premières cibles des émeutiers.

Mais s'il n'y a guère eu d'incidents opposant les émeutiers des deux communau-

tés (ce sont les commandos unionistes et eux seuls qui se sont attaqués à des cibles catholiques), qu'en sera-t-il demain ? Qui offrira une perspective à la colère de ces jeunes ? Qui empêchera que, comme tant de fois dans le passé, leur désespoir soit dévoyé dans des luttes fratricides dont les seuls bénéficiaires sont les privilégiés qui bénéficient du statu quo actuel ?

Ce ne sont pas les groupes paramilitaires, protestants ou catholiques, qu'on a vus s'efforcer de calmer les émeutiers, au nom d'un « processus de paix » qui apparaît aujourd'hui à tous comme une parodie politicienne. Face aux commandos unionistes qui attaquaient des familles catholiques isolées en bordure des enclaves catholiques, c'est l'Armée républicaine irlandaise elle-même qui s'est opposée à la constitution de groupes d'auto-

défense, préférant faire parader quelques hommes arborant des armes automatiques là où il n'y avait aucun risque. Ailleurs, ce sont des paramilitaires protestants qu'on a vus intervenir physiquement pour tenter de disperser une manifestation d'ouvriers en majorité protestants qui appelaient les habitants de Belfast à chasser les commandos orangistes.

Car le soi-disant « radicalisme » de ces groupes s'arrête là où les masses pourraient commencer à intervenir directement dans les événements et à en changer le cours, en fonction de leurs aspirations de classe. Or c'est justement en faisant une telle expérience de leur force sociale que les masses laborieuses d'Irlande du Nord pourraient enfin rompre le cycle infernal de ces divisions ancestrales qui, depuis des générations, permettent aux privilégiés et aux politiciens de se servir d'elles comme fantassins d'une guerre civile larvée qui n'a rien à voir avec les intérêts de la population.

François ROULEAU

Israël

**LES JUIFS ULTRA
VEULENT IMPO**



Un juif orthodoxe, contre un policier à cheval.

Samedi 13 juillet, des affrontements violents ont eu lieu entre les forces de l'ordre israéliennes et les juifs ultra-orthodoxes d'un quartier de Jérusalem. Ces derniers avaient décidé d'interdire toute circulation le samedi dans une des principales artères, qui relie le nord au sud de la ville. Pour eux, du vendredi soir au samedi soir, il n'est pas question de travailler, ne serait-ce que de façon symbolique comme allumer la lumière, et pas question donc de se déplacer en voiture.

Le ministre des Transports, religieux lui-même, avait d'ailleurs cédé en partie à leur

Turquie

Le chef du parti islamiste turc Necmettin Erbakan a obtenu lundi 8 juillet la confiance de l'Assemblée nationale d'Ankara, devenant le premier chef de gouvernement islamique depuis la fondation de la république par Mustafa Kemal, au lendemain de la Première Guerre mondiale.



Necmettin Erbakan et Tansu Ciller, comme larrons en foire...

LES ISLAMISTES AU GOUVERNEMENT

UNE « LAÏCITÉ » PEAU DE CHAGRIN

Mustafa Kemal ayant fait de la lutte contre le pouvoir de la religion un des axes de sa politique, la venue au pouvoir d'Erbakan a valeur de symbole. Et en effet elle témoigne à sa façon de la remontée d'un certain nombre de préjugés réactionnaires. Le parti islamiste, tout en restant minoritaire dans le pays avec 21 % de voix recueillis aux élections législatives de décembre dernier, en a bénéficié.

Les partenaires occidentaux de la Turquie, mais aussi un certain nombre de dirigeants turcs dont des chefs de l'armée, ne voient pas d'un bon œil l'arrivée d'un islamiste au pouvoir. Ils disent s'inquiéter du sort de la « laïcité » de la république turque.

Pour la population et notamment pour les femmes, le parti islamiste au pouvoir peut en effet amener une emprise plus grande des pré-

jugés et un recul de leur condition. Mais de la part des dirigeants occidentaux ou de la plupart des dirigeants politiques turcs, cette inquiétude pour la « laïcité » du pays comporte une bonne part d'hypocrisie. En effet, cette montée de l'islamisme ne tombe pas du ciel. Elle est le produit de la politique des gouvernements dits « laïques » durant ces dernières années.

Après le coup d'État militaire de 1980 en particulier, tous les hommes au pouvoir ont fait ce qu'il fallait pour favoriser la religion, estimant que c'était une façon habile de contrer les idées et les organisations de gauche, qui avaient connu un développement important dans les années Soixante-dix.

On a vu notamment le pouvoir des généraux dits « kemalistes » permettre et financer le développement des écoles coraniques, la construction des mosquées, l'introduction des idées religieuses dans l'enseignement, et donner ainsi d'importants moyens aux religieux pour tisser des réseaux d'influence au sein de la population. La même politique s'est poursuivie lorsque les généraux ont, ensuite, redonné le pouvoir à des civils, politiciens issus de l'extrême-droite ou des milieux islamistes, comme Turgut Özal ou Mesut Yilmaz.

Le parti islamiste est en fait un parti électoraliste assez comparable aux partis qui exerçaient le pouvoir jusqu'à présent, même s'il dispose cer-

tainement d'une assise plus populaire. L'arrivée d'Erbakan au poste de Premier ministre n'a d'ailleurs été possible qu'à la suite d'un accord avec le DYP, le « Parti de la juste voie » de Tansu Ciller, Premier ministre jusqu'à la fin de l'année 1995.

ERBAKAN-CILLER, UN COUPLE DE LARRONS

L'accord entre Erbakan et Ciller a été scellé le jour où le parti d'Erbakan – le « Refah » ou « Parti du bien-être » – a voté avec celui de Ciller contre la mise en accusation de celle-ci devant la Haute Cour. Ciller, première femme à avoir été Premier ministre en Turquie et qui se présente volontiers comme une pionnière du modernisme, se trouve en effet au centre d'un scandale de grande ampleur pour une affaire de détournement de fonds publics.

Ciller n'a dû qu'au soutien d'Erbakan de ne pas être traînée devant la justice, et cela semble-t-il a suffi à englober ses préventions contre l'islamisme... Mais la réciproque est vraie : Erbakan, vieux politicien du régime, traîne aussi derrière lui un certain nombre de scandales et de suspensions pour enrichissement abusif qui font mauvais effet pour ce paladin de la pureté islamique. Il était récemment encore menacé par le parti de Ciller d'être traîné devant la Haute Cour, et l'accord avec celui-ci le

sauve, pour l'instant au moins, de cette menace.

L'accord Erbakan-Ciller est donc, au sens propre, l'accord de deux larrons, et il illustre combien dérisoires sont les protestations de « laïcité » de politiciens à la Ciller. Le patronat, l'armée, les classes dirigeantes espèrent que ce gouvernement saura apporter une certaine stabilité politique et lui permettra d'imposer à la classe ouvrière les attaques et les mesures d'austérité qu'ils réclament. Il n'est pas dit que ce soit le cas et que cet accord de larrons puisse vraiment durer, notamment quand ce gouvernement aura à affronter le mécontentement de la population.

Reste que, contre ce gouvernement comme contre les autres, la classe ouvrière aura à se battre. Les illusions qu'une partie des couches populaires peuvent avoir aujourd'hui dans les islamistes, tiendront-elles longtemps face à la politique d'Erbakan ? Le danger pour la classe ouvrière ne serait alors pas tant Erbakan lui-même et son parti, que les groupes d'extrême-droite, se réclamant ou non de l'islamisme, installés dans l'armée et la police en collaboration ouverte avec des partis comme celui de Ciller. Ceux-là se sont fait la main dans la répression contre les partis kurdes. Ils ont de plus en plus tendance à agir directement contre les travailleurs eux-mêmes, avec la caution des gouvernants.

A.F.

-ORTHODOXES D'OSER LEUR LOI

revendication en interdisant toute circulation, à trois reprises, au moment des prières. Mais la Cour suprême, saisie par les laïcs, a suspendu cette décision, ce qui a mis le feu aux poudres.

Les images de ces juifs orthodoxes, vêtus dans un pays chaud comme on pouvait l'être en Europe centrale au Moyen âge, passant leur samedi – de repos et de prière ! – à jeter des pierres et à incendier des poubelles sont, comme tant de manifestations de l'intégrisme dans toutes les religions, d'un grotesque qui pourrait faire sourire si on ne savait pas ce que

cela recouvre en réalité : la volonté d'étouffer la société sous les interdits religieux et de régenter dans les moindres détails la vie de toute la population.

Leurs revendications et les incidents avec des automobilistes ne sont pas choses nouvelles, mais les résultats des élections – où les partis ultra-orthodoxes ont récupéré 24 sièges sur 120 – n'ont fait qu'accroître l'arrogance de ces obscurantistes, et c'est la population israélienne, dans son ensemble, qui va payer le renforcement des partis religieux.

Sylvie MARÉCHAL

PAS DE VACANCES POUR LES « AFFAIRES »

A peine Carignon et Tapie viennent-ils d'être de nouveau condamnés que surgissent dans la presse de nouvelles « affaires ».

Une série concerne des politiciens de l'Essonne. La justice enquête dans ce département sur des irrégularités très diverses : « contrefaçons immobilières », « salaires fictifs », « corruption », « abus de bien sociaux », « surfacturations », « marchés truqués », « pratiques de favoritisme », « escroqueries », « versements de commissions »...

Ce déballeage semble manifestement être la conséquence de la concurrence au sein du RPR pour les futures législatives.

Tout a commencé par une enquête judiciaire sur les rémunérations octroyées par le Conseil général de l'Essonne à Mme Tiberi, la digne épouse du maire de Paris. A partir de cette enquête, la justice a découvert d'autres malversations orchestrées par les élus du département.

Xavier Dugoin, président du Conseil général et sénateur RPR, se retrouve à chaque fois au centre de toutes ces affaires.

Les techniques de fraudes, visiblement calquées sur le modèle parisien, sont assez complexes car elles font intervenir diffé-

rentes sociétés-écrans.

La police judiciaire a de plus découvert un véritable manuel de la corruption chez Alain Josse, ancien vice-président RPR du Conseil général. Destiné aux élus du département, il donne « quelques indications et conseils » utiles pour les financements politiques occultes. Il énumère entre autres les entreprises susceptibles d'être « généreuses ».

La plupart des chantiers départementaux étaient ainsi confiés à une seule et même entreprise, Parachini, filiale du Crédit Lyonnais, dont les liens avec le RPR sont très étroits. Le vice-président du Conseil général (RPR) et le député-maire RPR d'Etampes ont été par exemple salariés de Parachini.

Le PS n'est pas à l'écart de ces magouilles puisque une des « clés de voûte » des montages juridiques et financiers de l'Essonne est François Bousquet, conseiller général socialiste. Par ailleurs, si le Crédit Lyonnais était omniprésent dans ces financements illégaux, d'autres entreprises ont su en profiter, dont Bouygues.

Ces enquêtes judiciaires ont permis de déceler une accumulation d'autres « affaires ».

Alain Josse se retrouve, lui,

déjà en prison, non pas en raison de ces financements illégaux, mais suite à un détournement de 12,5 millions de francs au détriment des retraités du Crédit Mutuel, de même qu'un entrepreneur proche du RPR, lui aussi impliqué dans toutes ces irrégularités.

Dans son discours du 14 juillet, Chirac constatait qu'il y avait, chez les Français « une inquiétude profonde... » et qu'il « n'y avait pas le moral ». Il n'y a pas non plus de morale chez certains, aurait-il pu ajouter... Mais cela, il ne l'a pas dit, sans doute pour ne pas aggraver le cas de ses amis du RPR, et de tout ce beau monde de politiciens, pris la main dans le sac... En attendant la suite !

André MARTIN



Monsieur Tiberi et Madame. Des citoyens au dessus de tout soupçon...

Traitement de faveur

A la prison de la Santé, au 2^e étage, 3^e division, se situe « le quartier des personnalités ».

Cet endroit est composé de 15 « chambres de détention » individuelles.

Les murs sont repeints, les douches propres et chaque nouvel arrivant est accueilli personnellement par le directeur de la prison.

Entre autres, Yves Chalier (affaire Carrefour

du Développement), Michel Garretta (sang contaminé), Samir Traboulsi (affaire Péchiney), Bob Denard (le mercenaire), Pierre Botton (gendre de Michel Noir), ont séjourné ou séjournent dans cette prison dorée.

Vu la multiplication des affaires, aussi bien dans les milieux politiques que financiers, les 15 places de ce quartier ne vont sûrement pas suffire.

« Sans-papiers »

Le ministère de l'Intérieur vient d'adresser aux préfets une circulaire leur enjoignant de « mettre fin à un certain nombre de situations difficiles » concernant l'admission au séjour d'étrangers en situation irrégulière, parents d'enfants nés en France. Le durcissement ces dernières années des lois sur l'immigration amène en effet à des situa-

tions aberrantes. Des parents se voient refuser, par exemple, le renouvellement de leur carte de séjour et sont donc expulsables alors que leurs enfants sont Français, car nés en France.

Cette situation, révélée à l'opinion par les actions menées par les familles dans ce cas, a contraint le gouvernement à faire

le geste de régulariser ou de promettre de le faire.

C'est un premier résultat de la mobilisation, mobilisation qui s'est élargie ces dernières semaines avec des occupations par ces familles de locaux publics ou religieux, plusieurs manifestations, et des grèves de la faim des « sans-papiers ».

Cependant, ce recul du gouvernement est tout relatif, car il ne cède rien sur le fond. Ces régularisations ne sont que des prolon-

gations, « à titre exceptionnel », des titres de séjour périmés, et les prolongations accordées le sont, le plus souvent, pour un an ! Par ailleurs, la majorité des sans-papiers ne rentre pas dans le cadre de ces mesures et pour eux la menace d'une expulsion imminente demeure.

Mercredi 10 juillet, un charter de 34 Marocains et 41 Maliens a décollé pour l'Afrique. Debré déclare vouloir poursuivre cette

politique. Alors, d'un côté le gouvernement fait mine de tirer l'oreille aux préfets, qui ne seraient pas assez souples dans l'étude des dossiers des familles « sans papiers ». Mais d'un autre c'est bien le gouvernement qui porte la responsabilité de la politique des préfectures à l'égard des immigrés, qui met des obstacles au renouvellement des titres de séjour, qui multiplie les attitudes vexatoires.

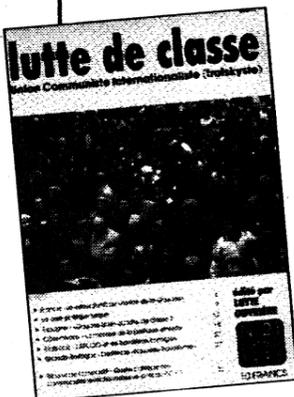
William SEMAND

LUTTE DE CLASSE n°21 de juillet-août 1996 est parue

Au programme :

- France – Le retour (furtif) de l'Union de la Gauche
- Espagne – « Gauche Unie » ou lutte de classe ?
- Côte-d'Ivoire – La montée de la politique ethniste
- Etats-Unis – L' AFL-CIO et les travailleurs immigrés
- Grande-Bretagne – Derrière le « Nouveau Travailleisme »
- Tribune de la minorité – Quelle politique des communistes révolutionnaires vis-à-vis du PCF ?

Prix : 10F – Envoi contre 12F en timbres.



Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Prix 10F – Envoi contre 12F en timbres par brochure demandée

« Où en est la cause des femmes ? »

(N°66 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 10 novembre 1995)

« Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite »

(N°67 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 février 1996)

« Espagne 1931-1937 : la politique de front populaire contre la révolution ouvrière »

(N° 68 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 mai 1996)

« Du front unique aux différentes moutures de l'Union de la Gauche, les relations du PCF et des socialistes »

(N°69 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 mars 1996)

ELM Leblanc
Drancy (Seine-Saint-Denis)

Réduction d'effectifs un mois...
heures supplémentaires un autre :

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL À LA SAUCE PATRONALE



Depuis des mois patrons et syndicats négocient nationalement ce qu'ils appellent «l'aménagement du temps de travail». Devant le peu d'accords signés, Juppé a réuni, il y a une semaine à Matignon, une table ronde destinée à relancer l'affaire. A l'en croire aménagement et réduction du temps de travail seraient liés, et créeraient des emplois. Allons donc!

En tout cas à ELM Leblanc, entreprise de chaudières murales à gaz, l'aménagement du temps de travail à la sauce patronale nous connaissons.

En février 1996, avant la fin des négociations dans la métallurgie, le patron d'ELM a proposé un accord d'annualisation du temps de travail. La CGT a refusé l'accord, mais tous les autres syndicats de l'entreprise l'ont signé. Fort de cela le patron nous impose maintenant des semaines de 42 heures et des

semaines de 35 heures en quatre jours, en alternance. Mais l'accord lui donne la possibilité de changer le rythme en nous faisant travailler deux fois de suite 42 heures, puis deux fois 35, en fonction de ses commandes. Et en guise de réduction d'horaire, celle-ci se limite à une demi-heure hebdomadaire de moins en moyenne.

Bien évidemment, aucun travailleur supplémentaire n'a été embauché, suite à cet accord. Au contraire même, puisque les malades ou accidentés du tra-

vail ne sont plus remplacés depuis des mois, pas plus que les travailleurs que la direction licencie individuellement. Du coup, dans certains ateliers on est en sous-effectif.

Le comble dans cette affaire c'est que non seulement la direction n'a pas embauché, mais aujourd'hui elle a recours à des heures supplémentaires. Elle recrute en ce moment des volontaires pour venir travailler les vendredis durant les semaines où nous arrêtons en principe le travail le jeudi soir. Ce qui fait que l'on fait travailler

une partie du personnel 42 heures pendant trois ou même quatre semaines d'affilée. Alors que la loi c'est tout de même la semaine de 39 heures et qu'il y a dans le pays 3,5 millions de chômeurs!

On le voit sur cet exemple, ces accords, prônés par le gouvernement et le patronat et signés par certains syndicats, permettent aux patrons, en maintenant des horaires variables en fonction de leurs besoins, d'obtenir le même travail avec moins de personnel. Et quand l'annualisation du temps de travail ne leur suffit pas, les patrons ne se gênent pas pour recourir en plus aux heures supplémentaires.

A ELM, ces heures supplémentaires sont d'autant plus

choquantes qu'il y a à peine quelques mois, en décembre 1995, la direction a licencié 36 travailleurs sous contrat, et qu'elle cherchait ces derniers mois des volontaires pour travailler à mi-temps ou partir en préretraite progressive.

L'entreprise vient d'être rachetée par le groupe Bosch et la direction se refuse à donner la moindre garantie que cette fusion ne se traduise pas, dans les mois qui viennent, par un nouveau plan de contraction de personnel.

A trop vouloir rendre les ouvriers «flexibles», la direction oublie qu'on a du ressort et que ça pourrait bien provoquer un retour d'élastique.

Correspondant LO

Hôpital Beaujon
Clichy (Hauts-de-Seine)

ELLES ONT GAGNÉ! UN EXEMPLE À SUIVRE

Après 15 jours de grève, les femmes de ménage ont fait reculer leur patron et la direction de l'hôpital.

Leur patron, qui croyait pouvoir dormir sur ses deux oreilles après leur avoir annoncé onze suppressions de postes, en a été pour ses frais. Il a dû annuler son plan, maintenir l'effectif actuel de 52 personnes et payer les jours de grève à 100%.

Grâce à leur organisation en assemblée générale le matin, puis à la répartition pour le service minimum et au piquet de grève dans le hall, les femmes de ménage ont pu réagir contre toutes les intimidations et les pressions de leur patron. Déterminées et unies, elles ont réussi à imposer leur revendication à leur patron et à la direction de l'hôpital qui, pendant 15 jours, ont fait la sourde oreille. Et cela est un exemple pour nous.

Elles ont tenu bon malgré les pressions et le chantage liés au fait qu'elles

travaillent dans un hôpital.

Mais si la direction se souciait des malades, elle ne proposerait pas de diminuer des budgets comme celui du ménage ou de chercher à diminuer le personnel. Alors de cela, il faut nous en souvenir. Les directions se disent coincées par leur budget, mais elles appliquent sans sourciller les restrictions qui y sont liées.

Nous, le personnel, nous avons les moyens, comme nous l'ont montré les femmes de ménage, de ne pas accepter leurs directives à condition d'en décider. Cela demande de s'organiser tous ensemble, de prendre sur son temps de repos, de savoir résister aux pressions des chefs. Mais tous ensemble nous pouvons être forts et dire non à leur politique de restrictions du budget de la santé.

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Beaujon à Clichy - 92

Alcatel Telspace Cherbourg

DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES

A Alcatel, le mécontentement sur les salaires était latent depuis un certain temps : les 140F d'augmentation générale, accordée récemment par la direction, étaient loin du compte.

Par ailleurs, la disparité salariale qui existe entre l'usine de production située ici et le siège de Nanterre s'élève en moyenne à 1 500 F

Beaucoup d'entre nous sommes mécontents des conditions de travail : nouveaux modes de production qui mettent la pagaille et, il y a peu, horaires flexibles imposés à l'usine.

Le mécontentement s'est exprimé lors de la venue de Jeanperrin, le chef du personnel du siège, baptisé JP347, car organisateur de 347 licenciements à Nanterre il y a deux ans. Il devait venir à Cherbourg le vendredi 5 juillet. L'ayant appris, des salariés sont allés voir les syndicats pour organiser quelque chose. Un premier débrayage eut lieu le vendredi 5 juillet. Toute l'usine est sortie, y compris certains chefs, ce qui ne

s'était pas vu depuis très longtemps.

L'ambiance était chaude dans les couloirs. Jeanperrin, fidèle à lui-même, manifesta sa surprise en déclarant : «*Je ne comprends pas pourquoi ils ne sont pas contents, ils ont du travail et une belle usine.*»

Un nouveau débrayage eut lieu le mercredi suivant, encore massif. Nous étions 250 à bloquer la voie rapide qui passe à proximité de l'usine, sur un effectif total de 400 personnes.

C'est aussi nombreux que nous avons encore débrayé vendredi 12 juillet, et lors de notre passage dans l'usine nous avons entraîné la plupart des salariés.

Les vacances arrivent et une bonne partie des salariés sont déjà partis. L'usine ferme début août. Mais nous sommes bien décidés à remettre ça en septembre et à engager une lutte sérieuse sur les salaires, pour au moins un rattrapage avec Nanterre, sinon plus. Tout cela reste à déterminer entre nous...

Une affaire à suivre donc.

Crédit Lyonnais

A l'annonce de son troisième plan «social» l'inquiétude domine parmi le personnel, mais la colère commence à se faire jour. Bien que la direction laisse dans le flou une partie des modalités de ce plan qui prévoit 5 000 suppressions de postes d'ici fin 1998, on sait déjà que dans toute la France 24 UAC (Unités d'Appui Commercial), qui sont les centres administratifs des agences et qui regroupent en moyenne 150 à 200 personnes, seront supprimées. Ces UAC employaient 7 000 personnes, et leurs effectifs devraient passer à 4 700, en diminution donc d'un tiers. La fermeture de 223 agences se tra-

duira par 500 à 600 postes en moins. Dans les centres de Bayeux, Valence, Melun, Saint-Avertin, près de Tours, Clichy et Levallois, ce sont là encore 500 postes qui disparaîtront. A cela s'ajoute une baisse de 30% des effectifs à la direction de l'informatique. Et à l'ex-siège (celui qui a brûlé) et dans les annexes, 1 500 à 1 700 personnes seraient de trop. Mais ces chiffres n'indiquent pas qui sera visé. Et à cette incertitude s'en ajoute une autre due au transfert des activités, et donc aux mutations que cela impliquera pour nombre d'employés. Les activités de tel service seraient transférées pour partie

Crédit Lyonnais
Saint-Avertin (Indre-et-Loire)

UNE OCCASION
RÉUSSIE
DE MARQUER
LE COUP

Au centre de Saint-Avertin, dans le cadre du troisième plan social, la direction compte supprimer 39% des effectifs. Un premier débrayage massif a eu lieu le 21 juin.

Le 11 juillet était une manifestation organisée par l'Union départementale CGT contre les suppressions d'emplois qui se multiplient ces dernières semaines dans la région.

Au centre de Saint-Avertin, la CGT avait proposé que ce soit l'occasion de faire une banderole commune avec l'Unité d'Appui Commercial de Tours qui regroupe 80 personnes. Le personnel de cette UAC a de bonnes raisons de s'inquiéter de son avenir car, dans le cadre du troisième plan social, la direction a prévu de transférer ses travaux à Orléans (à plus de 100 km de là).

Lorsque, nationalement, les cinq organisations syndicales décidèrent d'appeler à une journée d'action pour cette date, l'intersyndicale appela à un débrayage l'après-midi et une assemblée générale commune au centre et à l'UAC. Cette action plut au personnel du centre car il est clair que c'est tous ensemble qu'on pourra faire reculer les banquiers. Et bien

que ce soit les vacances certains ne se résolvèrent pas à attendre septembre pour marquer le coup.

Cette idée a été renforcée, dans les jours précédant le 11, par une proposition de la direction qui a choqué tout le monde. Le vendredi 5, au centre de Melun et dans un centre parisien, des employés se sont vu proposer souvent de manière «très persuasive» de démissionner pour se faire embaucher à l'UNEDIC. Il fallait donner la réponse au plus tard le lundi 8 au soir!

Le 11, plus de 55% du personnel de Saint-Avertin et 90% de l'UAC débrayaient une demi-journée. Même si chacun est conscient que c'est en septembre que commenceront «les choses sérieuses», plusieurs personnes ont tenu à dire qu'il fallait «rester mobilisées» pendant les vacances car c'est une période où les patrons aiment faire leurs mauvais coups.

Le 19 juillet a lieu la première réunion du CCE sur le plan social et la proposition fut faite d'en profiter pour faire une assemblée générale à cette occasion.

Correspondant LO

ÇA NE DOIT ÊTRE
QU'UN DÉBUT!

à Saint-Quentin-en-Yvelines, pour l'autre à Lyon.

Une première
réaction...

L'ensemble des syndicats du Crédit Lyonnais appelaient à une première journée d'action le 11 juillet. L'appel fut plus suivi dans les secteurs de province les plus menacés. Ainsi à l'UAC de Bayonne, qui est parmi celles qui doivent être supprimées, 95% des employés étaient en grève; 98% débrayaient une heure à Besançon, 60% à l'UAC de Besançon... A Paris l'assemblée générale, qui, traditionnellement, se tenait dans le hall du siège devenu impraticable pour cause d'incendie, se

tenait cette fois à la Bourse du travail. Elle rassembla de 4 à 500 personnes déterminées à ne pas en rester là. Chaque représentant syndical affirma qu'il n'était pas question d'accepter la moindre suppression de poste, même le représentant du SNB, syndicat qui fait partie de la CGC, la Confédération Générale des Cadres, qui avait été le seul syndicat à avoir signé les deux précédents plans sociaux qui se traduisaient - déjà - par la suppression de 3500 emplois...

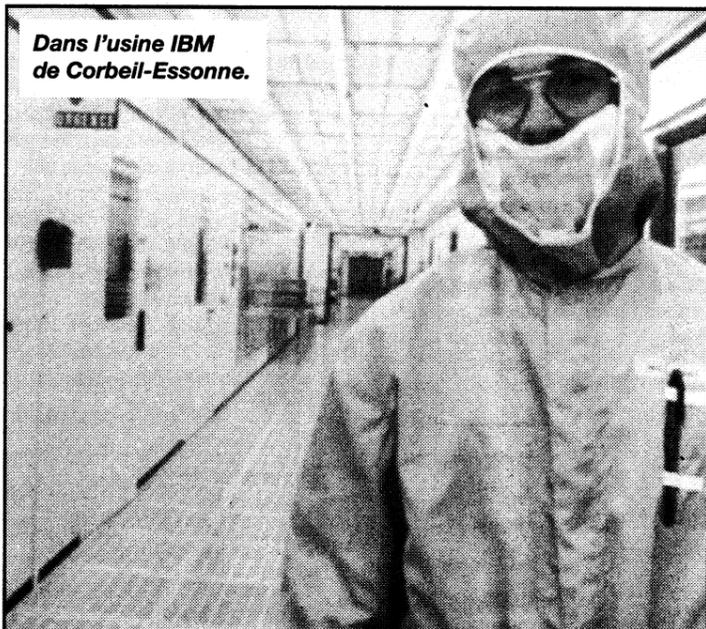
Préparer la rentrée
des salariés

La prochaine séance du Comité central d'entreprise, qui

devrait préciser les modalités de ce troisième plan social, se tiendra le 19 juillet, une suivante le 5 septembre. En ce moment, du fait des congés, les employés se succèdent. Il faut mettre à profit cette période pour informer de la situation ceux qui rentrent, mais surtout préparer tout le monde à une rentrée qui soit à la mesure des attaques de la direction, en convainquant chacun qu'il n'y a pas d'autre choix que la lutte, ou le chômage pour certains et pour leurs enfants, puisque partout on supprime des emplois. Et pour tous, la dégradation des conditions de travail et d'existence. Tout le monde est concerné.

Correspondant LO

Dans l'usine IBM
de Corbeil-Essonnes.



RENTABILITÉ
«HIGH-TECH»

A l'usine IBM de Corbeil-Essonnes, la direction met en place une nouvelle ligne de production de composants de pointe pour ordinateurs. A cette occasion, elle tente d'imposer une aggravation des horaires de travail.

Tout comme aujourd'hui, la nouvelle ligne de production fonctionnerait 24 heures sur 24. Mais alors qu'actuellement certaines équipes ne travaillent que le week-end ou que la nuit avec les compensations qui vont de pair, les cinq équipes se relaieraient dorénavant en continu.

La durée hebdomadaire du travail passerait de 38h30 à 33h36 sans diminution du salaire de base. Malgré cela, la direction, selon ses propres chiffres, réaliserait une économie de 8% sur la masse salariale, car elle n'aurait pas à payer les majorations pour le travail en équipe, ni celles liées au travail du week-end. Pas gênée, elle reconnaît même, en privé toutefois, qu'il s'agit d'une régression sociale. L'objectif serait de «réduire l'écart sur le plan de la main-d'œuvre» avec les pays du Sud-Est asiatique... Mais, pour elle, il n'est pas question - mais pas question du tout - de prendre sur les profits. Ceux-ci sont sacrés, et ils ne peuvent qu'augmenter.

Mais il n'est pas dit que la direction d'IBM parvienne si facilement à ses fins : plusieurs débrayages ont eu lieu ces dernières semaines.

En tout cas, production de pointe ou pas, l'avenir que nous offrent les patrons, c'est le progrès social à reculons!

V.P.

Mais
où
vont-ils
chercher
tout ça?

Pour essayer de réduire au maximum la masse salariale, les patrons font preuve d'une imagination sans limite. On connaissait la réduction du temps de travail assortie de baisses de salaires. Mais les petits malins de la direction d'Alcatel-CIT ont trouvé encore mieux : la réduction du temps de travail, avec baisse de salaire... sans réduction du temps de travail!

C'est pourtant simple : vous signez pour une baisse de 40% du temps de travail, avec un salaire amputé de 16%. Mais en réalité, vous faites toujours vos 39 heures par semaine. La différence entre l'horaire réel et l'horaire «théorique» serait placée sur un «compte épargne temps» à valoir pour un départ anticipé en préretraite.

Ce dispositif, qui serait en préparation pour 1997, reviendrait en réalité à ce que les ouvriers accordent une sorte de prêt au patron, avec une récupération à l'avenir, plusieurs années après. Les patrons d'Alcatel se proposent d'inaugurer la baisse du temps de travail «virtuelle». Mais les baisses de salaires, et les profits qui en résulteront pour l'entreprise, seront, eux, bien réels!

Pierre VANDRILLE

UNE SÉLECTION DE LIVRES POUR L'ÉTÉ

La période des vacances laisse du temps pour vivre. C'est l'occasion de lire des livres parus pendant l'année. En voici un choix, parmi tous ceux dont nous avons parlé dans notre hebdomadaire au cours des six derniers mois.

ROMANS HISTORIQUES

Le feu grégeois de Luigi Malerba

Écrit comme un roman policier, ce livre raconte les intrigues du palais royal de Byzance dans les années précédant l'an mil. Pour se familiariser avec une époque et un système de domination peu connus.

Éditions Stock, Petite Bibliothèque Cosmopolite, 277 p., 60 F.

Comment nous ferons la révolution d'Emile Pouget et Emile Pataud

Un « roman d'anticipation sociale » écrit, en 1909, par deux dirigeants de la CGT, de tendance anarcho-syndicaliste. Les auteurs se donnaient pour objectif de décrire la révolution ouvrière telle qu'ils l'imaginaient alors. Ils décrivent moins l'évolution future que le monde ouvrier du début du siècle.

Éditions Syllepse, 190 p., 120 F.

Le Nain de Cho Sehui

De 1961 à 1979, la Corée du Sud vécut sous la dictature du général Park Chung-hee. Ce fut une période d'industrialisation et d'urbanisation frénétiques. Les douze récits de ce recueil témoignent de la sauvagerie avec laquelle les patrons et les spéculateurs immobiliers procédaient pour faire fortune et... de la colère de l'auteur.

Éditions Actes Sud, 291 p., 145 F.

ROMANS POLICIERS

La cité de l'horizon d'Anton Gill

En Égypte, dans la ville de Thèbes au temps du pharaon Toutankhamon, un scribe mis sur la touche par des intrigues politiques s'adonne à la résolution

d'énigmes policières. Distrayant.

Collection
10.18, série « Grands
Détectives »

Angle mort de Sara Paretsky

Une nouvelle enquête de Vic Warshawski, un « privé » féminin qui entraîne le lecteur dans les bas-fonds et les sphères huppées de Chicago. Comme ici, la richesse se nourrit d'emploi de travailleurs illégaux, d'abus de biens sociaux et de blanchiment d'argent sale. Casse-cou, antiraciste, plutôt féministe et préférant les faibles et les opprimés aux richards, Vic est de bonne compagnie.

Éditions du Masque, 73 F.

HISTOIRE ET TÉMOIGNAGES

La Révolution mexicaine d'Adolfo Gilly

Écrit entre 1967 et 1970 par un militant trotskyste argentin, alors enfermé dans une prison mexicaine pour ses activités politiques. Les illusions que l'auteur peut nourrir sur le rôle de la paysannerie ne l'ont pas empêché d'analyser minutieusement la succession de coups d'Etat et d'insurrections qui marquèrent la Révolution mexicaine à mesure que les rapports de forces entre les différents chefs militaires et les masses paysannes évoluaient. Utile pour comprendre les enjeux et les limites de la Révolution mexicaine.

Éditions Syllepse, 299 pages, 140 F.

Histoire des soldats russes en France, 1915-1920, les damnés de la guerre de Rémi Adam

Lé calvaire, les combats et les révoltes des soldats du corps

expéditionnaire russe, en France pendant la Première Guerre mondiale. A partir de février 1917, ils allaient devenir pour la plupart des propagandistes de la révolution prolétarienne, ce qui épouvanta les autorités et militaires et civiles. Malgré la répression et la guerre, une leçon formidable de courage et d'optimisme pour la révolution à venir.

Éditions L'Harmattan, 375 p., 190 F.

Viêt-Nam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale de Ngo Van

Écrit par un ancien militant trotskyste vietnamien, ce livre retrace la montée du sentiment anticolonial dans les années vingt, les explosions sociales de 1930 à 1933, la naissance du mouvement communiste, l'action des staliniens et des trotskystes. Il se clôt par l'extermination de la plupart des militants trotskystes par les milices d'Ho-Chi-Minh. Dénonçant la férocité du système colonial, il défend la mémoire des internationalistes vietnamiens, pour qui seul le prolétariat était une classe révolutionnaire.

Éditions L'Insomniaque, 444 p., 60 F.

Esclaves, 200 millions d'esclaves aujourd'hui de Dominique Torrès

En 1994, l'ONU estimait le nombre des esclaves à 200 millions, un chiffre d'autant plus difficile à vérifier que l'esclavage aujourd'hui demeure largement invisible. Et pourtant il existe, dans les Emirats Arabes Unis mais aussi ici même en France. Mais pour une Sarah Balabagan et une Véronique Akobé, il en existe des millions d'autres vis-à-vis de qui les institutions sont complices des esclavagistes : des privilégiés habitant les quartiers chics.

Éditions Phébus, 205 pages, 99 F.

En direct du couloir de la mort

de Mumia Abu-Jamal

Depuis l'été 1995 une campagne s'est développée pour empêcher l'exécution du militant noir Mumia Abu-Jamal, condamné à mort en 1982 pour l'assassinat d'un policier blanc. Ses défenseurs s'efforcent de faire réviser un jugement qu'ils dénoncent comme complètement truqué. Cet ouvrage contient des petits récits sur les horreurs au quotidien de la prison et des textes brefs sur l'attitude de la police, de la jus-

tice et du système carcéral envers les condamnés et sur le racisme qui imprègne ces institutions.

Éditions La Découverte, 240 pages, 85 F.

Monster, autobiographie d'un chef de gang de Los Angeles de Kody Scott

La vie d'un gang du ghetto noir de South Central, à Los Angeles, entre 1975 et 1991. Un livre dur mais passionnant, qui donne un aperçu de ce que peuvent vivre et penser les jeunes des gangs des ghettos noirs.

Éditions Austral, 98 F.

El Vuelo *La guerre sale en Argentine*

El Vuelo, c'est « le vol » macabre des avions d'où, pendant la dictature argentine (1976-1983), les militaires jetaient en haute mer ou dans le rio de La Plata les militants, les syndicalistes, les opposants au régime. C'était un des moyens de les faire disparaître... Le livre est constitué d'entretiens entre un journaliste et un ancien tortionnaire qui a brisé la loi du silence.

Éditions Dagorno, 223 pages, 90 F.



Les vacances, cela n'a jamais empêché de lire!



ENEZ DISCUTER AVEC LUTTE OUVRIERE

Cette année encore, Lutte Ouvrière mettra à profit la période de l'été pour aller à la rencontre de celles et ceux qui n'acceptent pas la situation que leur imposent le gouvernement et le patronat et qui se posent la question : comment faire pour changer cela ?

On pourra nous trouver dans de nombreuses villes en juillet, celles qui figurent ci-dessous. En août, nous continuerons, comme nous commençons à en annoncer les étapes connues, en Aquitaine, en Vendée, dans le Pas-de-Calais, en Ardèche, dans le Vaucluse, le Languedoc et le Roussillon, la Saône-et-Loire, l'Alsace, la Franche-Comté, dans le nord de la Bretagne, en Provence, sur la Côte d'Azur et à nouveau autour de l'Étang de Berre.

Nous donnerons dans les prochains numéros de *Lutte Ouvrière* des précisions sur les villes où nous ferons étape. Dans ces villes, nous installerons une structure d'accueil, où seront présentés exposition et montage vidéo.

Nous discuterons aussi avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent mieux connaître Lutte Ouvrière et l'organisation d'Arlette Laguiller, ses idées, ses objectifs.

Il est en effet urgent de mettre un coup d'arrêt à la politique mise en œuvre depuis presque vingt ans. L'accroissement du profit se transforme en calamité pour les travailleurs. Plus les entreprises font du profit, plus il y a de chômage. Cela ne peut plus durer. Il faut inverser le cours actuel.

Il faut exproprier toutes les entreprises qui licencient alors qu'elles font du profit. Il faut imposer le contrôle des entreprises par leurs travailleurs, par les consommateurs comme par la population, afin de les empêcher de détourner une fraction croissante de leurs gains vers la spéculation au lieu de les consacrer aux investissements et à la création d'emplois. Ces détournements ont permis de constituer des fortunes. C'est sur elles qu'il faudra prendre pour assurer à tous les travailleurs un salaire convenable et relancer la consommation.

Ces objectifs représentent ce qui est nécessaire, vital, pour arrêter l'évolution catastrophique de la situation de la classe ouvrière. Ils ne pourront être imposés aux possédants et au gouvernement qui les sert que par la force collective de la classe ouvrière.

Camarades, amis,
Signalez autour de vous les endroits où l'on pourra rencontrer Lutte Ouvrière, pour y débattre fraternellement de la situation faite à la population laborieuse et sur les moyens d'y mettre un coup d'arrêt.
A bientôt.

ALPES NORD

Vendredi 19 juillet
ALBERTVILLE (Savoie)
Samedi 20 juillet
CHAMBERY (Savoie)

AQUITAINE

Vendredi 19 juillet
AGEN (Lot-et-Garonne)
Samedi 20 juillet
MARMANDE (Lot-et-G.)
Lundi 22 juillet
PAU (Pyrénées-Atl.)
Mardi 23 juillet
PAU (Pyrénées-Atl.)
Mercredi 24 juillet
OLORON-Ste-MARIE (Pyrénées-Atl.)
Jeudi 25 juillet
ORTHEZ (Pyrénées-Atl.)
Vendredi 26 juillet
SALIES (Pyrénées-Atl.)
SAUVETERRE
Samedi 27 juillet
MAULEON (Pyrénées-Atl.)
Lundi 29 juillet
LIBOURNE (Gironde)
Mardi 30 juillet
TONNEINS (Lot-et-G.)
Mercredi 31 juillet
Ste-FOY-LA-GRANDE (Gironde)
Jeudi 1^{er} août
LA REOLE (Gironde)
Vendredi 2 août
SANGUINET (Landes)
Samedi 3 août
MIMIZAN-VILLE (Landes)
Lundi 5 août
VIELLE-St-GIRONS (Landes)
Mardi 6 août
MORCENX (Landes)
Mercredi 7 août
M.-DE-MARSAN (Landes)
Jeudi 8 août
LA TESTE (Gironde)
Vendredi 9 août
ARES (Gironde)

BRETAGNE

Vendredi 19 juillet
VANNES (Morbihan)
Samedi 20 juillet
PORT-LOUIS (Morbihan)
Lundi 22 juillet
HENNEBONT (Morbihan)
Mardi 23 juillet
LORIENT (Morbihan)
Mercredi 24 juillet
NEVEZ (Finistère)

Jeudi 25 juillet
ROSPORDEN (Finistère)
Jeudi 26 juillet
QUIMPERLE (Finistère)
Lundi 29 juillet
BREST (Finistère)
Mardi 30 juillet
MORLAIX (Finistère)
Mercredi 31 juillet
LANDERNEAU (Finistère)

Jeudi 1^{er} août
LANNION (Côtes-d'Ar.)
Vendredi 2 août
GUINGAMP (Côtes-d'Ar.)
Samedi 3 août
TREBEURDEN (Côtes-d'Ar.)
Lundi 5 août
TREGUIER (Côtes-d'Ar.)
Mardi 6 août
PAIMPOL (Côtes-d'Ar.)
Mercredi 7 août
BINIC (Côtes-d'Ar.)
Jeudi 8 août
LAMBALLE (Côtes-d'Ar.)
Vendredi 9 août
St-JACUT-DE-LA-MER (Côtes-d'Ar.)
Samedi 10 août
DINAN (Côtes-d'Ar.)
Lundi 12 août
CANCALE (Ille-et-Vi.)
Mardi 13 août
DOL-DE-BRETAGNE (Ille-et-Vi.)
Mercredi 14 août
AGON-COUTAINVILLE (Manche)
Jeudi 15 août
AVRANCHES (Manche)
Vendredi 16 août
VILLEDEU-LES-POELES (Manche)
Samedi 17 août
GRANVILLE (Manche)

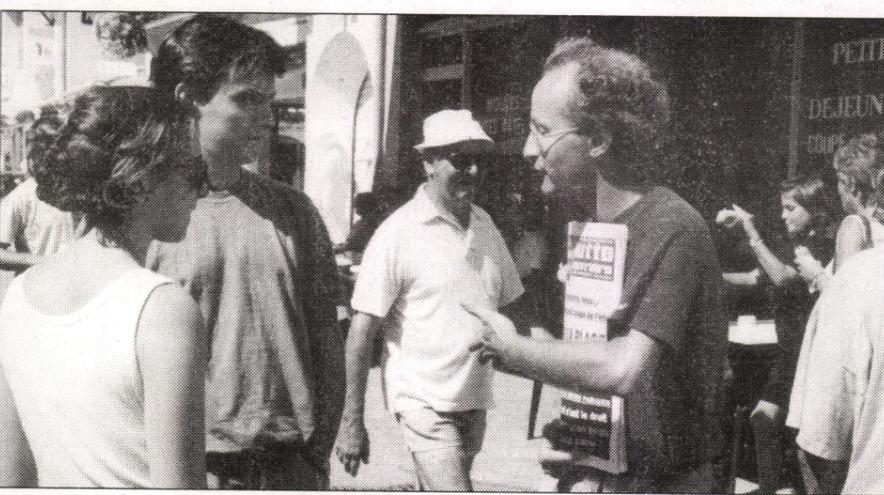
LORRAINE

Vendredi 19 juillet
THONVILLE (Moselle)
Samedi 20 juillet
VIGNEULLES-LES-HAT-
TONCHATEL (Meuse)
Lundi 22 juillet
REMIREMONT (Vosges)
Mardi 23 juillet
EPINAL (Vosges)
Mercredi 24 juillet
EPINAL (Vosges)
Jeudi 25 juillet
SAINT-DIE (Vosges)
Vendredi 26 juillet
GERARDMER (Vosges)

NORMANDIE

Vendredi 19 juillet
BAYEUX (Calvados)

Samedi 20 juillet
CAEN (Calvados)
Lundi 22 juillet
LILLEBONNE (Seine-Mar.)
Mardi 23 juillet
FECAMP (Seine-Mar.)
Mercredi 24 juillet
PONT-AUDEMER (Eure)



Jeudi 25 juillet
TROUVILLE (Calvados)
Vendredi 26 juillet
LE HAVRE (Seine-Mar.)
Samedi 27 juillet
HONFLEUR (Calvados)

PYRÉNÉES

Vendredi 19 juillet
LOURDES (H.-Pyrénées)
Samedi 20 juillet
LANNEMEZAN (H.-Pyrénées)
Lundi 22 juillet
SAINT-LIZIER (Ariège)
Mardi 23 juillet
FOIX (Ariège)
Mercredi 24 juillet
TARASCON/ARIEGE (Ariège)
Jeudi 25 juillet
PAMIERS (Ariège)
Vendredi 26 juillet
LAVELANET (Ariège)
Samedi 27 juillet
LAROQUE D'OLMES (Ariège)

SOMME-PICARDIE

Vendredi 19 juillet
WIMEREUX (Pas-de-C.)
Samedi 20 juillet
WISSANT (Pas-de-C.)
Dimanche 21 juillet
BERCK (Pas-de-C.)

MEETINGS avec ARLETTE LAGUILLER

• **Fécamp** (Seine-Maritime)
Mardi 23 juillet à 20 h 30
Salle du théâtre Maurice-Sadorge
Place Bellet

• **Epinal** (Vosges)
Mercredi 24 juillet à 20 h 30
Salle de la faculté de Droit
Rue de la Maix

• **Abbeville** (Somme)
Jeudi 25 juillet à 20 h
Salle des Fêtes
rue J.V. Robais

• **Lorient** (Morbihan)
Samedi 27 juillet à 20 h 30
Foyer du Jeune Travailleur
Rue Amiral-Courbet

• **Mâcon** (Saône-et-Loire)
Mercredi 31 juillet à 20 h 30
Parc des Expositions

• **Dax** (Landes)
Lundi 5 août à 20 h 30
Salle des Congrès
aux Halles, place Roger-Ducos

• **Colmar** (Haut-Rhin)
Jeudi 8 août à 20 h 30
Cercle Saint-Joseph
29, rue Saint-Joseph

Mardi 23 juillet
FLIXECOURT (Somme)
Mercredi 24 juillet
ABBEVILLE (Somme)
Jeudi 25 juillet
ABBEVILLE (Somme)
Vendredi 26 juillet
SAINT-VALERY (Somme)
Samedi 27 juillet
MERS (Somme)
Lundi 29 juillet
FORT-MAHON (Pas-de-C.)
Mardi 28 juillet
LA GORGUE (Nord)
Mercredi 31 juillet
ARQUES (Pas-de-C.)
Jeudi 1^{er} août
BRAY-DUNES (Nord)
Vendredi 2 août
HAZEBROUCK (Nord)
Samedi 3 août
BAILLEUL (Nord)

VENDÉE-CHARENTES

Vendredi 19 juillet
FONTENAY-LE-COMTE (Vendée)
Samedi 20 juillet
NIORT (Deux-Sèvres)
Lundi 22 juillet
SURGÈRES (Ch.-Maritime)

Vendredi 2 août
RUOMS (Ardèche)

ALSACE

Mardi 30 juillet
HAGENAU (Bas-Rhin)
Jeudi 1^{er} août
GUEBWILLER (Haut-Rhin)
Samedi 3 août
THANN (Haut-Rhin)
Lundi 5 août
RIBEAUVILLE (Haut-Rhin)
Mardi 6 août
SELESTAT (Bas-Rhin)
Mercredi 7 août
COLMAR (Haut-Rhin)
Jeudi 8 août
COLMAR (Haut-Rhin)
Vendredi 9 août
St-AMARIN (Haut-Rhin)
Samedi 10 août
HUNINGUE (Haut-Rhin)

LANGUEDOC

Mardi 27 août
LE GRAU-DU-ROI (Gard)
Mercredi 28 août
NIMES (Gard)
Jeudi 29 août
SOMMIÈRES (Gard)
Vendredi 30 août
ARLES (B.-du-Rhône)

Mardi 13 août
PARENTIS (Landes)
Mercredi 14 août
St-MÉDART-EN-JALLES (Gironde)
Jeudi 15 août
HOURTIN (Gironde)
Vendredi 16 août
LESPARRE (Gironde)
Samedi 17 août
SOULAC (Gironde)

ROUSSILLON

Lundi 29 juillet
MILLAS (Pyr.-Orientales)
Mardi 30 juillet
COLLIOURE (Pyr.-Orientales)
Mercredi 31 juillet
ARGELES-PLAGE (Pyr.-Ori.)
Jeudi 1^{er} août
CERET (Pyr.-Orientales)
Vendredi 2 août
PERPIGNAN (Pyr.-Ori.)
Samedi 3 août
St-LAURENT-
DE-LA-SALANQUE (Pyr.-Orientales)
Lundi 5 août
ARGELES-PLAGE (Pyr.-Orientales)
Mardi 6 août
ARGELES-PLAGE (Pyr.-Orientales)
Mercredi 7 août
ILLE / TET (Pyr.-Orientales)
Jeudi 8 août
PORT-VEKDRES (Pyr.-Orientales)

SAÔNE-ET-LOIRE

Lundi 29 juillet
TOURNUS (S.-et-Loire)
Mardi 30 juillet
LOUHANS (S.-et-Loire)
Mercredi 31 juillet
MACON (S.-et-Loire)
Jeudi 1^{er} août
DIGOIN (S.-et-Loire)
Vendredi 2 août
BOURBON-LANCY (S.-et-Loire)
Samedi 3 août
GUEUGNON (S.-et-Loire)
Lundi 5 août
MONTCEAU-LES-MINES (S.-et-Loire)
Mardi 6 août
LE CREUSOT (S.-et-Loire)
Jeudi 8 août
CHAGNY (S.-et-Loire)
Vendredi 9 août
CHALON (S.-et-Loire)
Samedi 10 août
CHALON (S.-et-Loire)

VAUCLUSE

Lundi 29 juillet
BOLLENE (Vaucluse)
Mardi 30 juillet
PONT-St-ESPRIT (Gard)
Samedi 3 août
SORGUES (Vaucluse)
Lundi 5 août
CAVAILLON (Vaucluse)
Mardi 6 août
AVIGNON (Vaucluse)
Mercredi 7 août
LE PONTET (Vaucluse)

PROVENCE

Lundi 5 août
AUBAGNE (B.-du-Rhône)
Mardi 6 août
VITROLLES (B.-du-Rhône)
Jeudi 8 août
LA CIOTAT (B.-du-Rhône)
Vendredi 9 août
GARDANNE (B.-du-Rhône)